

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

Une association capitaliste de corruption parlementaire

Une des révélations les plus sensationnelles auxquelles on ait assisté aux Etats-Unis depuis de longues années a été causée par le colonel M. M. Mulhall, qui a dénoncé la « National Association of Manufacturers » (Association nationale d'industriels) — dont il fut longtemps l'agent — comme une agence de corruption.

La N. A. M. est la plus importante des associations d'employeurs des Etats-Unis. Elle groupe 225 organisations patronales comptant, en bloc, quatre mille membres qui emploient plus de cinq millions d'ouvriers et ont un capital global d'environ cinquante milliards.

Depuis longtemps déjà on savait que cette organisation consacrait des sommes importantes pour corrompre à la fois des législateurs et des leaders ouvriers, mais il appartenait au colonel Mulhall d'apporter, pour la première fois, des faits précis. Les histoires qu'il raconte d'achats de ces hommes — comme poissons au marché — revêtent une importance particulière du fait qu'il a été pendant dix ans chargé de ce service spécial pour le compte de la N. A. M.

Ce service peut être divisé en deux parts: la première comprenait la lutte contre les lois sociales soumises au parlement; la seconde, l'affaiblissement des organisations ouvrières, le racolement de briseurs de grève, etc. Pour réaliser le premier de ces objets, la N. A. M. achetait simplement autant de législateurs qu'il était nécessaire.

Le colonel Mulhall a donné les noms de ces politiciens, dont plusieurs occupent une place en vue dans la politique américaine. Actuellement, le Congrès fait une enquête sur ces dénonciations.

Pour briser les grèves, la N. A. M. employait une méthode analogue.

Par de libérales distributions d'argent, elle s'efforçait d'acheter les leaders ouvriers et les arbitres désignés pour solutionner les conflits. Le colonel Mulhall cite un grand nombre de grèves importantes qui ont été brisées de la sorte. Il

rapporte le cas d'un arbitre, un ecclésiastique, à qui on offrit pour prix de sa trahison, outre le paiement de sa note d'hôtel, un voyage d'agrément en Europe. Il relate aussi des faits de corruption de leaders d'organisations ouvrières, notamment celui-ci : une grève était sur le point d'éclater dans des mines de houille ; il se rendit auprès des dirigeants de l'Union des mineurs et réussit à en acheter quelques-uns.

Ces déclarations ont provoqué une vive émotion dans les milieux ouvriers. Une enquête sérieuse va être faite et on peut prévoir qu'elle aura d'incalculables résultats pour le mouvement ouvrier de ce pays, qui est, à l'heure présente, infesté d'une véritable bande de leaders sans scrupules, qui sont toujours prêts à trahir leurs camarades pour quelques dollars.

S'il faut en croire le colonel Mulhall, la N. A. M. chercha à détruire l'« American Federation of Labor » en corrompant ses leaders. Une tentative fut faite auprès de Gompers, qu'on menaça de charger de crimes imaginaires s'il refusait de révéler les secrets de l'A. F. of L. Ceci fait, on lui aurait donné une mission politique grassement rétribuée en Europe. Gompers aurait feint d'accepter l'offre qui lui était faite pour amener Van Cleave, président de la N. A. M., à se démasquer et à obtenir une preuve décisive de l'œuvre de corruption de son association. Mais Van Cleave flaira quelque chose, et le plan échoua.

N'ayant pas réussi à acheter Gompers, la N. A. M. commença contre lui une campagne de calomnies et de persécutions. C'est là qu'il faudrait voir l'origine des procès fameux intentés à Gompers, Mitchell et Morisson, durant ces dernières années.

La N. A. M. aspirait également à détruire une organisation célèbre, la « Civic Federation », où se rencontrent des ouvriers et des patrons, et qui est basée sur l'harmonie des intérêts des capitalistes et des travailleurs. Elle reconnaît les organisations ouvrières, au moins en théorie. Au contraire, la N. A. M. est violemment opposée à ces organisations, quelle que soit la forme qu'elles revêtent, et pendant des années elle a lutté pour les détruire. Et elle voulait détruire la « Civic Federation » à cause de son attitude relativement tolérante. Elle groupe les employeurs d'importance moyenne, tandis que la « Civic Federation », qui est du reste une organisation bien

différente, les liens qui unissent ces membres restant très lâches, réunit les employeurs les plus puissants.

Il y a comme un juste retour dans ces révélations de la N. A. M. Cette association se donnait sans cesse comme un modèle de vertu civique, tandis qu'elle anathématisait les organisations ouvrières et les dénonçait comme des centres de dépravation et de corruption. L'affaire Mac Namara la combla et elle ne se fit pas faute de l'exploiter. Maintenant, c'est son tour d'être enquêtée; son masque a été arraché; son hypocrisie devient patente et son ignominie apparaît à tous.

* * *

Par un vote de 72.473 voix contre 4.210, les chefs de train et serre-freins de 42 compagnies de chemins de fer exploitant la région située à l'est de Chicago ont décidé de recourir à la grève pour obtenir une augmentation de salaires. Cette grève toucherait 125.000 ouvriers et elle serait le signal d'une grande lutte économique.

Chicago, 10 juillet 1913.

W.-Z. FOSTER.
